

es a faites sauf la France

20 % du total ! En Grande-Bretagne on ne parle que du chiffre de 700.000. C'est le nombre de fonctionnaires que le gouvernement anglais a programmé de supprimer entre 2011 et 2017 : 100.000 par an. Par comparaison, la France a supprimé, au titre de la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, seulement 31 600 en 2011. Trois fois moins qu'en Grande-Bretagne qui a – déjà – beaucoup moins de fonctionnaires que la France : 4 millions contre 6 millions... Depuis 2010, et l'arrivée au gouvernement des conservateurs, le secteur public a vu entre 500 000 et 600 000 emplois publics supprimés (et cela continue) là où le secteur privé a créé 1,4 millions. La Grande-Bretagne ne fait pas aussi bien que les Etats-Unis (1 emploi public supprimé et 5 emplois créés dans le privé) mais elle se situe nettement au-dessus de la France : 2.8 emplois créés dans le privé pour 1 emploi supprimé dans le public entre 2010 et 2013. Aux **Etats-Unis** donc, sous Obama, entre 2010 et début 2013, on a supprimé 1.2 millions d'emplois dans le secteur public ! Plus de 400 000 postes de fonctionnaire centraux ont été supprimés et aussi plus de 700 000 postes de fonctionnaires territoriaux. A titre de comparaison, sur la même période (2010-2013), le nombre d'agents publics a augmenté de 13 000 en France (surtout au niveau local) et on a compté 41 000 emplois privés détruits tandis que l'Amérique en créait 5.2 millions !

Toutes ces réformes ont été provoquées par la crise de 2008 mais aussi par les exemples canadien et sué-

Canada a supprimé environ % de sa fonction publique trois ans. Si la France faisait même réforme et dans les mêmes proportions, 1,3 million de fonctionnaires français devraient quitter leurs postes !

Ces pays ont déjà diminué le poids de l'Etat dès début des années 1990. Et cela s'est vu car les deux pays ont plutôt été épargnés par la crise comme l'Allemagne qui a aussi réformé durant les années Schröder. Une comparaison mérite l'attention. Le **Canada** a supprimé environ 23 % de sa fonction publique en trois ans (entre 1992 et 1995). La France faisait la même réforme et dans les

mêmes proportions, 1,3 million de fonctionnaires français devraient quitter leurs postes !

Moins d'impôt c'est plus de rentrées fiscales

Mais les réformes ont concerné aussi la fiscalité. Tous les ans, l'IREF publie un aperçu (*Taxation in Europe*) de la fiscalité dans plus d'une trentaine de pays européens. Ce qu'on remarque depuis environ 4-5 ans, c'est que de nombreux pays préfèrent baisser la pression fiscale, surtout la fiscalité sur les entreprises. La concurrence internationale et la mondialisation obligent les Etats à s'adapt-

“On remarque depuis environ 4-5 ans que de nombreux pays préfèrent baisser la pression fiscale, surtout la fiscalité sur les entreprises”

ter tout en supprimant des réglementations et en donnant plus d'air aux entreprises. Il y a deux ans, la **Grande-Bretagne** avait annoncé une baisse de l'impôt sur les sociétés de 28 à 24 %. Mais le gouvernement de David Cameron veut aller encore plus loin et annonce une baisse jusqu'à 22 % d'ici 2015. Moins 6 points en 3 ans seulement. En janvier 2013, l'impôt sur les sociétés a baissé de 26.3 à 22 % en Suède. Une baisse sensible, qui suit l'exemple d'autres pays comme l'Allemagne (de 30 à 26 %). La Finlande l'a fait aussi (de 28 à 26 %). Et le Danemark : son taux d'impôt sur les sociétés passera d'ici 2016 de 25 à 22 %. Tous les pays ont d'ailleurs compris qu'il faut soulager les entreprises sauf... la France. Dans le classement des taux d'imposition sur les sociétés, la France est championne européenne avec un taux à plus de 36 %. L'IREF a même montré que parmi les membres de l'OCDE, c'est en Norvège que l'IS génère le plus de rentrées fiscales (11 % du PIB). Et pourtant, le taux de l'IS se situe à 24 %, plus de 10 points de moins que l'IS français (36 %) qui ne fait rentrer que... 2.5 % du PIB. Voici d'autres exemples : au Luxembourg, le taux d'IS est à 17.1 % mais les recettes générées représentent 5 % du PIB, le double de ce qu'elles génèrent en France. En Grande-Bretagne, c'est 3 % du PIB pour un IS à 26,7 %. En Belgique, c'est 3 % du PIB pour un IS à 17 %. Faut-il encore rappeler le 12,5 % de l'Irlande qui avec 2,6 % du PIB rapporte davantage que ce que nous vaut le taux français, trois fois supérieur !

Tout le monde les a faites sauf la France : baisses des dépenses publiques, réduction du nombre de fonctionnaires, moins de pression fiscale... Les politiques françaises seraient-ils complètement coupés de la réalité économique ? ■